

Les mauvais coups continuent !

Pas question d'attendre 2012 pour se battre à nouveau !

Au sommet rien ne change. Fillon succède à... Fillon pour former selon ses propres mots un « gouvernement de combat ».

Les mauvais coups continuent !

Il s'agit **continuer la politique de casse sociale** en réduisant les dépenses sociales, comme dans les hôpitaux, avec la fermeture de lits et de services, voire d'hôpitaux de proximité, réduisant à néant l'hôpital public.

Avec la même arrogance, Sarkozy annonce une réforme fiscale **supprimant l'Impôt Sur la Fortune (ISF)**, au profit des plus riches.

Quant à la prise en charge de la dépendance, c'est toujours la même logique: **le remboursement par la Sécurité sociale sera minimal**. L'impôt affecté (CSG) ou une nouvelle «journée de solidarité» se substituerait au financement par les cotisations sociales. À cela s'ajouterait un financement individuel qui pourrait être gagé sur les biens de la personne!

Enfin, pour couronner le tout, **le complément nécessaire pourrait alors être assuré par des assurances privées** comme Malakoff Mederic (dirigée par le frère Sarkozy, Guillaume) et Axa qui sont déjà en embuscade.



Des attaques à l'échelle de toute l'Europe

En France, en Irlande, en Grèce, au Portugal, les gouvernants de droite comme de gauche, veulent nous faire payer la crise du capitalisme. Tous les moyens sont bons pour augmenter les profits, protéger les privilèges d'une minorité. Cadeaux fiscaux aux plus riches, gel ou baisse des salaires, démantèlement des services publics, suppressions massives d'emplois, licenciements, destructions des protections sociales, voilà la potion amère imposée pour tenter de soigner un système capitaliste en crise.

Retrouver au plus vite le chemin de la lutte

La formidable mobilisation de ces derniers mois a révélé les capacités de millions de jeunes, de travailleurs, avec ou privé d'emploi, à résister et pas seulement en France. Le succès de la grève générale au Portugal, la grande mobilisation des étudiants en Grande-Bretagne, montrent que partout en Europe la colère sociale gronde. Ce vent de révolte doit à nouveau souffler contre les attaques à venir. Nous n'attendons pas 2012. Mais pour gagner, il nous faudra tirer ensemble toutes les leçons de l'échec de la mobilisation contre la loi sur les retraites.

Au-delà des grandes journées décidées par les syndicats chacun voit bien que pour gagner, pour faire reculer patronat et gouvernement et pas renégocier leurs réformes, il faut aller plus loin. Il faudra la grève générale reconductible.

Le mouvement de blocage de l'économie, la grève des raffineries, des transports ou des ports a montré la force du mouvement social. En nous y

mettant toutes et tous, la peur et la crainte de l'avenir peuvent changer de camp et le pouvoir être à genoux. Il n'y a pas d'autre voie.

C'est cette voie qu'il faut suivre pour gagner.

Pour prendre contact:

Envoyez vos coordonnées à npa-27@hotmail.fr

Nom : _____ Prénom : _____

adresse : _____

Tel : _____ Mail : _____

Tel: 06 88 16 08 65

Adresse :NPA-27, 43 rue St Jean, 27400 LOUVIERS

A EURE-HABITAT, la direction générale agit comme le gouvernement

Depuis 1982, la loi Auroux impose une négociation annuelle dans l'entreprise en particulier sur les salaires. A Eure-Habitat, dont Jean-Louis Destans est le président, il n'y a pas d'augmentation générale des salaires en 2011, donc zéro euro !

Par contre la direction ne montre pas l'exemple pour se serrer la ceinture avec des privilèges maintenus pour certains cadres : Voitures de fonction, cartes d'essence et paiement des péages d'autoroutes, places de stationnement réservées et gratuites, séminaires coûteux,...

LIDL- la Madeleine : des contrats de 2 à 3 heures !

Le grand « Discounter » ébroïcien a donné 42 CDD, sur 2 années, à une salariée. Qui dit mieux ? Des contrats de 2 à 3 heures, n'importe quel jour à n'importe quelle heure... Tout simplement scandaleux !

Le comble c'est quant la salariée a annoncé à son employeur qu'elle attendait un heureux événement, LIDL ne lui a plus fait de contrat. Les prud'hommes sont saisis Pour le NPA :

- pas de salaire à moins de 1600 euros net.
- contrat en CDI pour toutes les entreprises.

Ils se battent toujours !

Malgré la notification de leur licenciement pour motif économique de nombreux salarié(e)s sont allés aux prud'hommes contre des licenciements abusifs :

- ceux de Philips-Dreux ;
- ceux de MSL-Evreux ;
- ceux de KDK-Evreux ;
- ceux de Bronze-Alu à la Couture-Boussey ;
- ceux de NordFilm à Pont-Audemer

Le NPA soutient ces travailleurs.

Les plans de licenciements pleuvent dans l'Eure :

à Sealynx et M-Real au Val d'Andelle ; GSK, MSL et l'ex-imprimerie Hérissey à Evreux ; Cezus à Rugles ; Holophane aux Andelys, Tyco à Val-de-Reuil ; Bosch aux Damps ; Henkel à Louviers... Il est urgent de se coordonner tous ensemble pour arrêter cette spirale infernale : Interdiction des licenciements !

Pour joindre et rejoindre le NPA : npa-27@hotmail.fr

Nom :.....Adresse :

.....Mail :.....

Site Eure **NPA-27**: <http://bulletindestravailleursover-blog.com>

Site national : <http://npa2009.org>



Comité d'Evreux du Nouveau Parti Anticapitaliste

Pour nous contacter : npa-27@hotmail.fr

Tel : 06 88 16 08 65

27 NOVEMBRE 2010

Au Conseil général :

Gauche et droite dénoncent les licenciements mais laissent faire...

Licenciements : vœu pieu au Conseil général de l'Eure

Le conseil général de l'Eure a adopté, à l'unanimité (PS-UMP-PRG-PCF), une motion exigeant « *de l'Etat un vrai plan de réindustrialisation* » en réponse , notamment, à l'annonce récente de la suppression de 260 emplois chez l'équipementier automobile Sealinx à Charleval, dans la vallée de l'Andelle.

Argument électoraliste

Cette belle unanimité "contre les licenciements" sert les conseillers de droite comme argument électoral à la veille des élections cantonales. Quelle arnaque ! Ces mêmes conseillers ont soutenu toutes les lois proposées par l'UMP qui dérèglent le droit au travail et qui autorisent les délocalisations et autres plans de licenciements.

Quand aux conseillers généraux de gauche, on attend toujours qu'ils exigent le remboursement des aides publiques qu'ils ont accordé aux entreprises qui licencient comme Glaxo (1 million d'euros!). Pour le NPA il faut un vrai plan de sauvegarde des emplois qui passe par l'interdiction des licenciements. **Il faut exiger le remboursement des aides publiques accordées aux licencieurs et la réquisition des entreprises qui licencient et qui font des profits.**

Dimanche 5 décembre

STAND du NPA à la Foire St Nicolas

Passez au stand du comité d'Evreux - place Armand Mandle

Pot de l'amitié à 12 heures

**Toute la journée: café, thé, pâtisseries
affiches, brochures, tracts**